

PARIS-CRETEIL-VERSAILLES

CGT Educ'Action, SNFOLC, SNETAA-EIL, SUD Education, CNT (Créteil)
SGEN-CFDT (Créteil), CNGA-CFE-CGC, SUNDEP, SNPEFP-CGT

COMMUNIQUE DU 30 JANVIER 2008

Près de 200 enseignants de lycées professionnels ont répondu à l'appel des sections académiques de Paris-Créteil-Versailles CGT Educ'Action, SNFOLC, SNETAA-EIL, SUD Education, CNT (Créteil), SGEN-CFDT (Créteil), CNGA-CFE-CGC, SUNDEP, SNPEFP-CGT, SNALC (Créteil, Paris) à manifester au ministère de l'Education Nationale le mercredi 30 janvier pour

- **maintien de tous les BEP, sections et diplômes**
- **maintien de tous les postes d'enseignants.**
- **Non à la généralisation des bacs pro 3 ans**

Une délégation a déposé 4 000 signatures exprimant les désaccords et demandes des personnels.

Les représentants du ministre n'ont fait aucun commentaire, ni pris le moindre engagement pour répondre à la délégation.

Les représentants syndicaux ont souligné le double discours ministériel qui affirme d'un côté proposer la concertation et de l'autre tente de faire passer en force la mise en place de sa réforme des bacs pro 3 ans et de suppression du BEP :

- **A Créteil**, 48 sections de bac pro en 3 ans actuellement, 183 prévues en décembre, 224 annoncées aujourd'hui officiellement (+ 30 dans le privé contre une seule cette année) et 181 BEP fermés,
- **A Paris**, 9 sections de bac pro actuellement, 28 annoncées avec 45 suppressions de classes (31 BEP + 3 CAP + 7,5 bac pro)
- **A Versailles**, 132 bac pro en 3 ans supplémentaires annoncés et fermeture de 140 BEP.

Le droit des jeunes de préparer un BEP en deux ans reconnu nationalement et de poursuivre en bac pro ou technologique est remis en cause directement par la généralisation du bac pro 3 ans après la troisième. La seule possibilité institutionnelle annoncée étant de développer le CAP pour au moins 20 % des élèves qui ne pourraient accéder directement au bac pro.

Les conséquences sur les postes d'enseignants : plus d'un quart pourraient être supprimés à terme, dégradant les conditions d'enseignement et diminuant le nombre d'enseignants devant les élèves.

Cela participe donc directement à la réduction à la fois du nombre de fonctionnaires et du désengagement de l'Etat pour les services publics.

Aujourd'hui la rentrée 2008 se prépare dans le cadre de suppressions massives d'emplois dans le secondaire. Sous prétexte d'une baisse relative d'effectifs élèves, surtout en lycée, elle manifeste une volonté politique forte de mise en place d'heures supplémentaires année prises totalement sur les emplois disponibles. : **637 suppressions de postes à Créteil, 578 à Versailles et 177 à Paris.**

Après cette première initiative régionale, les organisations syndicales proposent de poursuivre et d'amplifier la mobilisation avec:

- **la poursuite de la signature des pétitions intersyndicales des trois académies**
- **la tenue d'AG pour informer, débattre, réagir et dresser la liste des revendications**
- **des prises de positions et interpellations des recteurs, demandes d'audiences rectorales**
- **des adresses collectives et intersyndicales aux élèves et aux parents**
- **la participation à la réunion, sous la responsabilité des organisations syndicales, le MERCREDI 20 FEVRIER à 16h00 à la bourse du travail à Paris rue du Château d'Eau, de délégations d'établissements porteuses des prises de position et des revendications**
- **des rassemblements intersyndicaux des établissements devant les rectorats à l'occasion des CTPA**